



Ont participé à la réalisation de ce journal...

Indymedia Lille | Indymedia Liège | Indymedia Toulouse

Pour participer à la réalisation d'un prochain numéro,

- rendez-vous sur le twiki...
https://docs.indymedia.org/view/Global/Francophone_papiers

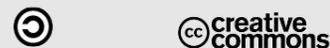
- Impliquez-vous dans l'IMC de votre coin...

Les textes de ce numéro sont tirés des flux d'information des différents sites Indymedia participants. La forme et le contenu de l'article est l'oeuvre de l'auteur. Les articles auront été modifiés, si c'est le cas, seulement pour des questions d'ordre graphique.

Mis en page avec Scribus

Indymedia fonctionne grâce aux licences de contenu libre, vous pouvez partager le contenu librement et gratuitement en mentionnant simplement l'auteur, la source et en utilisant les mêmes droits de diffusion.

voir :
www.creativecommons.org
www.gnu.org/copyleft/copyleft.fr.html



Dans ce numéro...

Focus P 1-7
- G8 en Allemagne
- Guinée
- Grèce
- Biovision...

D'Indymedia Lille P 8-11
- Expulsion
- Lutte sociale
- Dockers...

D'Indymedia Liège P 12-15
- Expulsion
- Manif de soutien
- Rafle...

D'Indymedia Toulouse P 16-19
et le syndicalisme
le Ecoles...taqué au PT
- Laguiller
- CNT...



Appel pour des blocages de masse contre le G8 en Allemagne en juin

Début juin 2007 (6-7-8/06/07), les chefs d'états et de gouvernements des huit plus grosses puissances économiques mondiales se rejoindront au sommet du G8 à Heiligendamm près de Rostock.

En tant qu'acte de désobéissance civile, nous bloquerons ce sommet. Notre raison : Les politiciens du G8 soutiennent le néolibéralisme, un capitalisme mondialisé, qui augmente de façon dramatique le fossé entre le monde des riches et le monde des pauvres. Avec cette campagne pour "Bloquer le G8", nous disons "Non !" et rejetons la légitimité du G8 !

Diverses initiatives et mouvements appellent à la résistance contre ce sommet. Des personnes venues du monde entier manifesteront par le biais d'un grand nombre d'actions diverses. La campagne pour "Bloquer le G8" n'étant qu'un exemple de celles-ci. Prenez part aux actions de protestations et prenez positions contre la politique du G8 !

Résistance contre le G8 - Pour une mondialisation par le peuple

En juin 2007, les voix des puissants ne seront pas les seules à se faire entendre : des dizaines de milliers de personnes venues Du



monde entier se rassembleront pour manifester contre le G8 et pour agir toutes ensemble. A peu près tout les divers groupes du mouvement "Anti-Globalisation" ont été appelés à manifester. "L'autre monde" rendra sa voix forte et claire et se lèvera pour une mondialisation par le peuple : pour l'égalité des droits, pour les droits politiques et culturels de chaque être humain à la liberté, pour le droit à la liberté de mouvement, pour un usage responsable des ressources mondiales, pour la garantie des espaces et des biens publics, et pour une justice sociale à travers le monde entier.

Pour des blocages massifs et durables - Nous sommes venus, et nous allons rester !

La campagne pour "Bloquer le G8" organise des blocages en tant qu'actes de désobéissance civile à travers lesquels des dizaines de milliers de personnes aux valeurs politiques, sociales et culturelles différentes peuvent prendre part. Ensemble, par ces

... suite page 2

Indymédias ?

Indymedia est un réseau mondial de Centres de Médias Indépendants (IMC) né à l'occasion des contre-manifestations de Seattle en 1999. Il s'agit de supports de communication radicaux et passionnés, où chacun-e peut diffuser les infos des luttes qu'il-le-s mènent. Il existe plus d'une centaine d'IMC dans le monde. Chaque IMC est autonome et possède ses propres statuts, prend ses propres décisions selon ses propres règles. Le choix de chaque contribution contenue dans ce journal est opéré de manière subjective par les collectifs Indymédias francophones participants.

Informez-vous, informez-nous... Publiez vos luttes

www.indymedia.org

ambazonia.indymedia.org | auvergne-indymedia.org | www.cemab.be | estrecho.indymedia.org | euskalherria.indymedia.org | grenoble.indymedia.org | lille.indymedia.org | liege.indymedia.org | quebec.indymedia.org | marseille.indymedia.org | nantes.indymedia.org | nice.indymedia.org | paris.indymedia.org | switzerland.indymedia.org | toulouse.indymedia.org

BLOQUER LE G8



... suite de la première page

actions, nous enverrons un très clair "Non !" au G8. Par ce biais, nous ne ferons pas que manifester ; nous bloquerons activement le G8 et les routes d'accès au centre de conférence par lesquelles doivent passer les équipes des diplomates, les traducteurs et les prestataires de services, s'ils veulent se rendre à Heiligendamm. Volontairement, nous ne laisserons pas l'accès à ces routes libre parce que notre action ne doit pas rester que symbolique. Nous voulons actuellement bloquer le sommet du G8 de manière effective et le couper de ses infrastructures : nous sommes venus, et nous allons rester !

Pendant ces actions, nous voulons créer une situation claire pour tout les bloqueurs dans laquelle les participants aux actions se montrent solidaires en prenant soin des autres et en se soutenant mutuellement. Tout le monde doit se sentir responsable du succès de ses blocages puissants et déterminés et respecter les limites et les méthodes culturelles de manifestation des divers participants. L'éventuelle brutalité policière, par exemple, doit être combattue, tous ensemble, en se montrant solidaires et en usant des principes de désobéissance civile.

Tous ensemble contre le sommet du G8

Derrière le concept de blocages de masse on trouve des groupes, des organisations ou des individus qui appartiennent aux mouvements environnementaux et anti-nucléaire, aux réseaux alter-mondialistes ou à la gauche radicale, aux groupes anti-fascistes non violents et autonomistes, aux branches jeunesse des partis politiques et des groupes d'intérêts, et même à des groupes religieux. Nous apporterons avec nous notre expérience des blocages : blocages des transports de

déchets nucléaires (CASTOR) en Wendland au Nord de l'Allemagne, blocages réussis des marches nazis à Berlin, Kiel et Leipzig, campagnes de résistance contre la guerre en Irak et les manifestations passées contre les

" Le succès des blocages dépendra, entre autres choses, de la bonne préparation des divers groupes et des individus. "

précédents sommets du G8.

La campagne pour "Bloquer le G8" se comprend comme étant part d'une large résistance sociale contre le G8. Pour cela, les blocages de masse s'intégreront aux autres actions et manifestations et seront approuvés par les autres groupes ou initiatives. Nos actions se fondent sur les manifestations contre les sommets du G8 des années précédentes. En 1999, à la manifestation contre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC-WTO) à Seattle, il avait été possible, pour la première fois, par le biais des blocages de masse, de retarder la cérémonie d'ouverture de quelques heures - un événement qui avait résonné à travers le monde entier et marqué l'arrivée du mouvement "Anti-Globalisation". Grâce à cette action à Seattle, les premières failles du projet de globalisation néo-libérale avaient pu être démontrées. Tous ensemble, élargissons ces failles à

Heiligendamm !

Tout le monde peut prendre part ! Il y a différentes possibilités :

* Déclarez votre participation à la campagne pour "Bloquer le G8". Dès maintenant, en amont du G8, nous voulons créer une pression sur le G8 au travers de milliers de déclarations d'intentions. Nous voulons que des milliers de personnes déclarent, le plus tôt possible, qu'ils participeront à ces blocages en juin 2007.

* Exprimez votre solidarité. Si vous savez déjà que vous ne pourrez pas venir à Heiligendamm, faites connaître votre soutien en signant cette déclaration de solidarité.

* Formez des groupes locaux et préparez vous, ensemble, aux blocages à Heiligendamm. Le succès des blocages dépendra, entre autres choses, de la bonne préparation des divers groupes et des individus. Nous offrons des entraînements aux divers groupes d'action. Contactez nous.

* Organisez des événements près de chez vous. Nous serons plus qu'heureux de venir et de donner de plus amples explications concernant le G8, de développer les idées sous-jacentes à la campagne pour "Bloquer le G8", de donner un état des lieux de la préparation actuelle et des possibilités de prendre part aux diverses actions.

Vous pourrez trouver plus d'informations sur les sites suivants :

www.block-g8.org
<http://anti-g8.effraie.org/>
<http://gipfelsoli.org/>
<http://dissentnetzwerk.org/>
<http://www.heiligendamm2007.de/>

Source : Ben Lagren
<http://anti-g8.effraie.org/spip.php?article20>

Alvaro Gil-Robles n'a pas hésité à démonter le lieu commun souvent brandi par les institutions de la « pensée unique » française, comme quoi il n'y aurait pas en France de violations des droits de la personne. Son rapport de visite dresse, notamment, un saisissant tableau sur les prisons dont voici quelques extraits : « Je ne pense tout simplement pas que les personnes privées de liberté doivent être traitées moins bien que leurs concitoyens qui n'ont pas commis de fautes... (...)

(...) la prison est une punition provenant de la société à l'égard d'une personne qui a transgressé ses lois. Mais ce n'est en aucun cas une vengeance de la société et ne doit pas le devenir. C'est aussi pourquoi je suis fermement opposé à la peine de mort qui relève de la vengeance et non de la punition. Le fait même de priver la personne de sa liberté, de lui interdire de disposer de ses actes et de sa liberté de mouvement constitue une punition suffisante et très dure. Dès lors, la volonté de certains de faire à tout prix en sorte que les conditions de détention soient dures ne peut s'expliquer que par la volonté de se venger de la personne déjà punie. Dans une société démocratique, de tels agissements n'ont pas lieu d'être... (...)

Durant ma visite en France, je me suis rendu dans sept établissements pénitentiaires. (...) Mon impression générale reste assez mitigée... (...) Dans la grande majorité des lieux visités, des plus anciens, tels que la prison de la Santé, aux plus récents, comme la prison du Pontet ouverte en 2003, le nombre de détenus dépassait le nombre de places initialement prévu pour ces établissements...

Ce douloureux constat est la conséquence des développements caractéristiques de la société française en ces dernières décennies. Il est avant tout lié à deux causes principales : l'augmentation du nombre de condamnations et des longueurs des peines d'un côté, et d'un autre, un manque de financement pour accompagner cette tendance...

(...) que veulent dire les chiffres précités ? Ils démontrent avant tout que cette prison [Fleury-Mérogis] héberge 230 détenus de plus qu'elle ne peut en accueillir. Ils signifient également que ces 230 personnes se trouvent dans des conditions différentes de celles prévues par la loi. Elles n'ont pas assez de place dans les cellules, leur accès aux activités, déjà assez limitées, risque d'être restreint. Bref, leur vie devient plus difficile encore...

(...) certaines scènes que j'ai pu observer lors de ma visite ont été très dures et choquantes. Elles résultent en grande partie des problèmes

de surpopulation, qui privent un grand nombre de détenus de l'exercice de leurs droits élémentaires... en mauvais état, le nombre régleménté de douches que les prisonniers peuvent prendre par semaine, le linge et les couvertures médiocres nous ont été dénoncés sur la quasi-totalité de notre visite. Il m'a été difficile de recevoir des plaintes au début du XXIème siècle en France décrivant l'insuffisance du nombre de douches et l'impossibilité d'en prendre une quotidiennement, même en été à un moment où les températures sont souvent caniculaires...

(...) j'ai été choqué par les conditions de vie observées à la Santé ou aux Baumettes. Ces établissements m'ont semblé particulièrement démunis. Le maintien de détenus en leur sein me paraît être à la limite de l'acceptable, et à la limite de la dignité humaine...

(...) j'ai été très étonné que dans un très grand nombre de commissariats visités, les gardés à vue dorment à même le sol, aucun matelas, aucun linge ne leur étant fournis. J'ai posé plusieurs fois des questions pour connaître les raisons d'une telle situation de misère. Je me suis retrouvé face à plusieurs réponses qui n'ont fait que rajouter à la confusion. (...) lors de la visite de la prison de la Santé, j'ai visité une cellule dans laquelle se trouvaient 3 personnes, toutes d'origine étrangère. La cellule présentait des signes de grande vétusté et n'était visiblement pas destinée à accueillir un tel nombre de détenus. Deux lits étaient superposés ; un troisième était placé dans un endroit peu approprié pour le recevoir, c'est-à-dire à proximité (quasiment en face) des sanitaires. D'ailleurs, les sanitaires, en très mauvais état et datant d'une autre époque, auraient été séparés du reste de la cellule par des cloisons de fortune posées par les détenus eux-mêmes, selon leurs dires. Vu le caractère plus qu'artificiel de cette séparation, l'origine de cette dernière ne fait aucun doute. La cellule était très mal aérée, le linge de lits d'une qualité et d'une fraîcheur douteuses. De plus, selon les détenus, ils exerçaient une activité professionnelle (travaux de conditionnement) dans la cellule même... »

(fin de citation)
Etc... pour ne reprendre que des extraits sur les conditions matérielles de détention, et félicitons-nous si ce rapport au plus haut niveau européen peut aider les victimes du système carcéral français ! C'est rare que les institutions européennes nous apportent quelque chose de positif, alors pour une fois... D'ailleurs, dans ses considérations générales, Alvaro Gil-Robles souligne d'emblée : « La

France, souvent considérée par un grand nombre d'Européens comme la Patrie de Droits de l'Homme (...) n'en reste pas moins traversée par des difficultés persistantes, voire récurrentes, ainsi que l'illustre le nombre important d'affaires portées devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme. » . Une situation qui existait déjà bien avant l'arrivée du gouvernement Raffarin, et pourtant, il convient de préciser que la CEDH rejette par des procédures sommaires, sans aucune motivation circonstanciée, la plupart des recours qu'elle reçoit. En ce qui concerne les prisons, c'est en réalité un problème connu depuis longtemps, notamment par des rapports de 1993 et 1998 du Comité européen pour la prévention de la torture ou par des textes de l'Observatoire international des prisons. Il ne s'agit donc pas d'une conséquence de l'action, ou de la passivité, d'un seul gouvernement. Loin de là...

Rappelons aussi que c'est sous François Mitterrand, et alors que le Parti Communiste faisait partie du gouvernement, que la Présidence de la République, dont Ségolène Royal était déjà une proche collaboratrice (chargée de mission en 1982-88) a mené à terme l'opération de promotion du Front National, ce qui n'a pas incité l'actuelle candidate du PS à quitter l'Elysée. Pas plus que l'affaire du Rainbow Warrior, avec ses incroyables rebondissements depuis 1985. La montée du Front National a notamment aidé Mitterrand et ses collaborateurs à faire passer une politique de casse sociale, polarisant les militants autour de la « défense de la démocratie, le moins mauvais des systèmes ». Et, encore à ce jour, Ségolène Royal se réclame haut et fort de la « lignée mitterrandienne ».

Certes, si la « gauche » l'emporte en 2007, les trois anciennes ministres que sont Ségolène Royal, Marie-Georges Buffet et Dominique Voynet pourront s'offrir ensemble un buffet royal à l'Elysée. Joli festin, pour des politiciennes qui ont en commun, précisément, cette condition d'anciennes ministres et les intérêts de carrière qui en découlent. C'est cela, la politique gagne-pain. Mais qu'est-ce que le citoyen « de base » en a à cirer ?

eMes voisins de pallier et moi, nous avons aussi quelque chose en commun : nous ne sommes pas des anciens ministres. Il semblerait que c'est le cas de beaucoup de Français. A chacun son truc. Usager-administréugadm@yahoo.fr
Source : Usager-administré http://toulouse.indymedia.org/article.php3?id_article=8364

Buffet royal après les présidentielles de 2007 ?

Après l'élection de Ségolène Royal aux « primaires » du Parti Socialiste, c'est une autre ancienne ministre, la secrétaire nationale du Parti Communiste Marie-George Buffet, qui recherche l'investiture d'une certaine « gauche ». Elle appelle à « battre la droite », à « ne pas laisser les clés de la République à Nicolas Sarkozy » et, le moment venu, à « constituer un gouvernement ». Avec le Parti Socialiste, forcément. Dans une ligne similaire, une troisième ancienne ministre, la candidate des Verts Dominique Voynet, invite Nicolas Hulot à devenir un « partenaire » de son parti. C'est une véritable réédition du gouvernement Jospin de 1997-2002, que nous proposent ces trois ministres de l'époque. On peut même se demander si des ministres « centristes » de l'UDF ne figurent pas dans le même menu. L'ennui, c'est que cette « gauche plurielle », on l'a déjà vue à l'œuvre. Pour ne pas parler d'une éventuelle participation de l'UDF. Pire encore, des silences troublants caractérisent invariablement les déclarations pré-électorales des dirigeant(e)s de ce spectre politique la de « gauche hors PS ».

Dans un entretien publié par l'Humanité le 23 novembre, Marie-George Buffet reproche à Ségolène Royal de porter « des propositions marquées par un renoncement à changer profondément les choses », mais ne souffle mot sur les déclarations de la candidate socialiste préconisant des « camps » pour certains jeunes, l'encadrement « militaire » de ces derniers ou encore des contraintes de présence intégrales pour les enseignants du secteur public. Ou contre les « droits acquis » et en faveur du droit, pour les chefs d'établissement, de « choisir » (recruter, donc) les enseignants : une logique qui mène, entre autres, à la suppression pure et simple du statut général des fonctionnaires.

On ne peut pas sérieusement prétendre que Ségolène Royal n'envisage pas des « changements ». Le problème réside dans leur nature. Mais, justement, ce débat ne semble pas intéresser la dirigeante du Parti Communiste qui martèle : « La volonté de battre la droite est très forte. (...) si je disais aux familles en attente d'un logement que notre rassemblement n'aspire qu'à témoigner du bien-fondé de nos propositions ou à faire émerger une union de la gauche de la gauche, elles diraient : " Dans quel monde vit-elle ? Ne voit-elle pas l'urgence de battre la droite ? " (...) Notre rassemblement doit clairement viser une majorité populaire pour constituer un gouvernement... ». On ne peut pas être plus

claire, quant à la volonté de l'intéressée de faire partie d'un gouvernement avec le Parti Socialiste. Voire même, avec l'UDF qui a amorcé un rapprochement avec la « gauche »...

Outre les « oublis » sur Ségolène Royal, Mme. Buffet passe sous silence des informations « sans importance » telles que l'appartenance de Laurent Fabius à la Trilatérale ou encore la présence de nombreux responsables du Parti Socialiste, à commencer par Dominique Strauss-Kahn, dans un cercle d'influence français comme le Siècle, avec notamment les principaux dirigeants des milieux financiers et des multinationales. Pareil sur la participation constante de dirigeants de l'UDF à ces mêmes réseaux. Malheureusement, les pratiques de désinformation de l'électorat n'ont pas changé d'un pouce en une quarantaine d'années. On a affaire aujourd'hui à des procédés analogues à ceux qui, jadis, avaient laissé la grande majorité des citoyens dans l'ignorance ou l'oubli d'éléments « gênants » du passé du candidat aux présidentielles François Mitterrand ou de son entourage, ainsi que de ses rapports réels avec l'extrême-droite ou avec les anciens putschistes d'Alger. Lire, à ce sujet, « La main droite de Dieu » d'Emmanuel Faux, Thomas Legrand et Gilles Pérez, Seuil 1994. Quant à l'existence de réseaux comme le Siècle ou la Trilatérale, combien d'électeurs étaient au courant en 1981 ou 1988 ? Quel pourcentage le sait, encore à ce jour ? Les médias ne sont guère bavards.

Sur le programme qu'on nous propose, il y a également de quoi tomber assis. Changer le système social ne semble plus intéresser un parti qui se dit « communiste ». Vingt-cinq ans passés après l'élection de François Mitterrand, Marie-George Buffet refait le coup d'un « programme minimal », mais très au rabais par rapport à celui diffusé dans les années 1970 et jamais réalisé. A présent, ce que réclament « ces millions d'hommes et de femmes qui veulent battre la droite », c'est : " que la gauche agisse contre les délocalisations, la précarité, l'insécurité... (...) le SMIC à 1500 euros tout de suite, l'augmentation des salaires et des minima sociaux, une sécurité sociale universelle, des moyens pour l'école... » Etc... Triste bilan si, vingt-cinq ans après la formation du gouvernement d'Union de la Gauche de Pierre Mauroy avec plusieurs ministres du Parti de Mme. Buffet, on en est là ! Et après vingt-cinq ans d'alternances électorales systématiques, où des citoyens désespérés ont très majoritairement choisi l'abstention et le vote sanction, que propose la

secrétaire nationale du Parti Communiste ? Pour l'essentiel, reprendre les mêmes et recommencer. A ceci près, qu'elle a besoin de compenser sa propre perte d'influence électorale par des alliances dans le milieu politique dit « antilibéral ».

Mais quelles instances ont engagé les poursuites qui, en 2001, ont conduit à la condamnation de José Bové à des peines de prison ferme ? Précisément, le ministère public et un centre de recherche public (le CIRAD), sous un gouvernement à la politique clairement « pro-OCM » mais dont Marie-George Buffet, Ségolène Royal et Dominique Voynet faisaient partie. Un gouvernement dit « de gauche plurielle » mais qui, à l'époque, a battu un record de privatisations, de développement de la précarité, de mesures antisociales et d'embrigadement (y compris, la LOLF que la « droite » a appliquée avec diligence), ou encore de dispositions répressives ou tendant à rendre plus expéditif et sommaire le fonctionnement de la justice et des administrations... et a fini par être abandonné par les électeurs en avril 2002.

Dans ces conditions, le discours « gnagnagna la droite... » relève de la pure démagogie. La situation de plus en plus catastrophique du pays est le résultat d'une seule politique, menée successivement et invariablement par des gouvernements de « droite » et de « gauche » suivant les avatars électoraux. Pas seulement sur le plan économique et social, mais aussi sur celui de l'exercice des droits civiques et du respect des personnes.

Les « élites » de l'Union Européenne et du Conseil de l'Europe ne s'y sont pas trompées, lorsque, le lendemain quasiment de l'échec du référendum sur le projet de Traité Constitutionnel Européen, elles ont envoyé le Commissaire européen aux Droits de l'Homme Alvaro Gil-Robles voir « ce qui se passe en France ». Non pas qu'elles n'en étaient pas au courant, mais pour adresser un avertissement aux milieux dirigeants français. L'oligarchie, les multinationales, les réseaux du monde des finances... ont de bonnes raisons de s'inquiéter de la perte de contrôle de la situation par une classe politique disposant d'un soutien inconditionnel des médias et d'énormes moyens de propagande, et qui avait fait campagne pour le « oui » de manière très consensuelle. La France peut-elle un jour devenir une poudrière ? Sans doute, des « voisins » s'interrogent à ce sujet. D'habitude, les « élites » européennes évitent de trop s'égratigner mutuellement, mais cette fois-ci...

De l'importance d'aller au contre sommet du G8 en 2007

Suite aux événements de Gènes en 2001, un débat c'est amorcé sur le thème « faut-il aller aux contre-sommets ou décider nous-même nos lieux de rencontre et de lutte ». Depuis, des « lieux de rencontre et de lutte » ont été organisés comme les No Border, les PGA, les festivals engagés, etc, avec plus ou moins de succès. Ces moments sont très importants pour rencontrer des gens qui viennent d'autres pays, créer des liens, échanger des savoirs etc. Mais quand il s'agit de faire des actions, ça devient tout de suite plus compliqué. On l'a vu l'été dernier avec les rencontres DIY à Freiburg en Allemagne. Ça devait être un lieu de débat et d'action mais dès le deuxième jour, la police est venue vider le camp et a menacé chaque de non-allemand de 24h de garde à vue si il ne quittait pas Freiburg tout de suite. Du coup, aucune action n'a été possible et la plupart des discussions ou des concerts ont été annulés. En même temps se déroulait à Bure, dans la région de Nancy, un festival anti-nucléaire en face du futur site d'enfouissement de déchet radio-actif. Le camp n'a pas été vidé par la flicaille mais 5000 militaires étaient sur place. Il y a bien eu un clash le jeudi soir mais face à cet énorme dispositif, les festivaliers n'ont pas attaqué en masse le site contrairement à l'année précédente. Pareil à Cherbourg en Avril 2006, en marge du Camp anti-nucléaire très surveillé par la flicaille, des activistes se sont fait arrêter pendant une action anti-pub. On voit bien que quand les radicaux se rassemblent, l'Etat les surveille de près et les empêche bien souvent de faire des actions.

Et c'est là qu'on voit l'importance des contres-sommets. Comment faire pour la flicaille pour empêcher des centaines de milliers de personnes de manifester ? Comment faire le tri entre les « gentils pacifistes » et les « méchants casseurs » ? Pour les plus radicaux, c'est une des rares occasions d'infliger des dégâts économiques réels, de détruire des symboles du capitalisme et d'attaquer la police en plein jour en manif...

A la base, ces contre-sommets avaient pour but d'empêcher la bonne tenue du sommet. Maintenant, ces manifs servent surtout à exprimer un ras le bol général contre le capitalisme dans son ensemble.

Sans tomber dans le débat du pour ou contre les médias, pendant un événement comme le G8, les yeux du monde entier sont tournés vers la ville où se déroule le sommet. La confrontation avec les flics et la casse permettent aussi de montrer aux peuples de toute la planète qu'en occident tout le monde ne vit pas comme dans « Alerte à Malibu » (série télé la plus exportée dans les pays du tiers monde). Cette violence sert à montrer qu'ici aussi des gens souffrent du capitalisme et se battent contre lui. Elle met au grand jour la vraie face du capitalisme et de ses chiens de garde. Pour exemple à Gènes, si des "pacifistes" ou des badauds se sont dit choqués de la violence de certains manifestants, beaucoup d'autres ont surtout été choqué par la barbarie de la police. Ça leur a au moins permis d'ouvrir les yeux sur la flicaille qui n'est pas là que pour aider les vieilles personnes à traverser la route. Ça a aussi permis à pas mal de gens d'entrer en contact avec des radicaux aux pratiques autogestionnaires et horizontales, loin des schémas hiérarchisés de la gauche molle.

" C'est une chance à saisir pour intensifier les échanges d'idées et de savoir "

La mobilisation contre les sommets du G8 fait venir des gens de tous horizons et du monde entier. C'est une chance à saisir pour intensifier les échanges d'idées et de savoir, mais aussi pour laisser éclater notre rage et attaquer physiquement le capitalisme. Rendez-vous en juin prochain sur les bords de la mer Baltique !

Annexe En juin prochain, se tiendra sur les bords de la mer Baltique en Allemagne le G8. Le contre-sommet aura été préparé pendant 2 ans par un collectif principalement allemand. Il y a eu à Insky en Allemagne un premier camp de préparation. Une "charte d'action" a été établie, dont notamment la préparation de blocage de masses des infrastructures du G8, pas seulement les délégués invité mais aussi pour bloquer touTEs les

employéEs sans qui la bonne organisation de leur sommet ne peut se faire. Les blocages se feront en respect de la stratégie de chaque groupe en partant sur la base de ne pas partir volontairement des blocages, sans pour autant nécessairement rechercher la confrontation avec les flics. En France aussi, des collectifs se montent, soyez à l'affut !

D'autres camps de préparation du contre-sommet seront organisés :

Première quinzaine de février : rencontre internationale pour la préparation du G8 (lieu à définir) fin avril/début mai : rencontres des groupes de premier soin en manif.

Un calendrier du contre-G8 a été mise en place :

Samedi 02/06/2007 : Manif d'ouverture à Rostok

Dimanche 03/06/2007 : Evénement culturel et action anti missile à la rampe de missile de Wittstock

Lundi 04/06/2007 : Journée d'action sur le thème de l'immigration : débat/conference et manifestation

Mardi 05/06/2007 : Journée d'action sur le thème de la guerre et de la militarisation, blocage de l'aéroport de Rostock-Laage

Mercredi 06/06/2007 : Début du sommet du G8, blocage un peu partout, contre sommet

Jeudi 07/06/2007 : Encore plein de blocage, contre sommet, sans doute une énorme manif, (au contact des clotures de lieu de réunion du G8 ?)

Vendredi 08/06/2007 : Fin du G8

Info : *info-mail général : g8-int6contact@zhf.riseup.net *mailing list : g8-int@zhf.lists.riseup.net *site web de dissent ! : www.dissentnetwork.org *pour contacter et préparer les blocages : blocade@zhf.g8-2007.de *contact plus généraux, colophon essaye de faire la synthèse de la lutte anti G8 2007 : fabarticles@zhf.lists.riseup.net

Source : Riot Mag 3 <http://lille.indymedia.org/spip.php?article7392>

Mexique 9 mois après le massacre d'Atenco

Neuf mois après le massacre perpétré à Atenco, ce crime contre l'humanité reste impuni.

Mexique, les 3 et 4 février 2007 - Ces dates marquent le neuvième mois écoulé depuis le massacre d'Atenco et de Texcoco, au cours duquel la communauté de San Salvador Atenco et le Front des communes pour la défense de la terre, ainsi que des personnes et des organisations adhérant à l'Autre Campagne, ont été victimes d'un Crime contre l'humanité commis par les forces fédérales et celles de l'État de Mexico. C'est ce que ratifie aussi bien le rapport de la Commission nationale pour les droits de l'homme et celui de la Commission civile internationale d'observation des droits humains que celui d'Amnesty International, attendu que le gouvernement fédéral comme le gouvernement local ont refusé qu'enquêter sur les crimes commis et que l'on est allé jusqu'à récompenser par une prime ou par des promotions les policiers qui ont participé à ces opérations. De même, les autorités qui ont donné les ordres ayant conduit à exécuter de tels crimes jouissent toujours, à l'heure actuelle, d'une totale impunité.

Rappelons que ces crimes ont été commis dans le cadre d'une intervention policière déclenchée sous le prétexte de déloger une poignée de vendeurs ambulants de fleurs, le 3 mai 2006, jour de la Candelaria, fête nationale avec laquelle les paysans célèbrent avec des fleurs et des fêtes le début des semailles. C'est contre eux que l'on a lancé une opération policière et militaire en employant des effectifs de 3 000 ou 50 000 agents des forces de l'ordre fédérales ou de l'État de Mexico, ainsi que des militaires. Il s'agissait d'un acte de vengeance qui visait les paysans du Front des communes pour la défense de la terre de San Salvador Atenco, dont les membres avaient réussi, à travers des démarches légales et des mobilisations, à stopper la construction d'un aéroport s'inscrivant dans le Plan Puebla-Panama. Environ 200 personnes ont été arrêtées et emprisonnées dans des prisons illégales, pour ne nommer qu'une des irrégularités

commises, dont la plus grande partie attend encore de passer en jugement, tandis que l'opération faisait 2 morts qui ont été confirmées (dans le cas de 3 autres personnes, leur mort n'a pu être confirmée) et qu'une trentaine de personnes ont été portées disparues sans que l'on puisse vérifier totalement ces chiffres, les forces de l'ordre ayant bouclé cette zone. Les témoignages recueillis par des organismes de défense des droits de l'homme et les examens psychologiques et médicaux qu'ils ont effectués font état de tortures, de traitements cruels et inhumains infligés à l'ensemble des détenus, de viols et d'agressions sexuelles commis contre la plus grande partie des femmes arrêtées et contre plusieurs hommes. Un grand nombre des personnes emprisonnées, ainsi que la petite fille qui a été tuée, ne faisaient que se promener sur les lieux au moment des faits.

Le massacre d'Atenco illustre une nouvelle fois – la première fut le massacre de Sicartsa, quelques semaines auparavant – un plan d'action visant le contrôle de la population et s'inscrivant dans un vieux programme du gouvernement fédéral élaboré en vue d'attaquer des populations civiles pacifiques revendiquant un droit quelconque, chose qui menacerait la sécurité nationale selon les autorités. Durant les neuf mois écoulés, on a pu assister au même type d'opérations dans l'Oaxaca, en mai, en octobre et en novembre derniers, ainsi que dans d'autres États du Mexique.

Mais les crimes contre l'humanité ne se prescrivent pas et peuvent être poursuivis par des tribunaux internationaux. Les crimes contre l'humanité ne constituent pas un outrage à une communauté ou à une organisation, mais un outrage à l'encontre de l'humanité tout entière.

<http://cml.vientos.info/node/7691>

Traduit par Angel Caïdo.

Source : Vientos

<http://liege.indymedia.org/news/2007/02/14611.php>



Guinée : contre la trahison syndicale !

L'organisation des Jeunes Manifestants condamne la rencontre syndicats-Institutions Républicaines.

Nous, jeunes travailleurs et manifestants de Conakry sommes réunis ce matin du Vendredi 16 Février pour définir notre plan de revendication et nous nous sacrifierons pour le changement dans notre pays la GUINEE.

Pour cela, nous demandons clairement aux dirigeants syndicalistes d'adopter une position claire, tout en prenant compte qu'il y a eu plus de 158 morts et plus de 754 blessés dans tout le pays.

Nous demandons à la maman des travailleurs de GUINEE madame HADJA RABIATOU DIALLO d'être claire comme l'eau de roche car, son déplacement hier Jeudi pour discuter avec les institutions de la République irresponsables, a été pour nous une des plus grandes erreurs commises dans cette crise. Nous devrions être soit avec le peuple ou contre le peuple.

Nous sommes déterminés à mourir, pour sauver la GUINEE dans la main de ses bouchers. Après tous ces massacres, toutes ces tueries, il n'est plus question que Lansana Conté reste au pouvoir. Il doit partir. C'est tout.

SOIT ON EST AVEC LE PEUPLE OU SOIT ON EST CONTRE LE PEUPLE VIVE LA GUINEE VIVE L'UNITE SYNDICALE A BAS LES TRAITRES

CONAKRY LE 16/ 02 2007

Le Président de l'Organisation
IBRAHIMA SORY SOUMAH

Source : Ibrahima Sory Soumah
<http://lille.indymedia.org/spip.php?article7689>

neutre, au dessus des classes, qui pourrait même être utilisé par les travailleurs pour se défendre des patrons, comme veulent le faire croire les agents de la bourgeoisie. Il est l'instrument des capitalistes et leur rempart suprême, et il doit donc être détruit si l'on veut en finir avec ce système économique que LO accuse dans son texte, ou plutôt prétend accuser.

Car ce qu'elle sous-entend, c'est qu'il y aurait d'autres façons de « gagner plus », des façons qui ne pousseraient pas à la misère les salariés, un capitalisme humain en somme, si l'Etat et la société pouvaient contrôler les conseils d'administration ! Rappelons à nos lecteurs que le contrôle ouvrier des entreprises, de la production, est une vieille formule d'agitation trotskyste que nous repoussons en raison de son ambiguïté fondamentale : l'objectif d'un grand mouvement révolutionnaire ouvrier ne peut être un vague et incertain contrôle des usines, mais le renversement de l'Etat bourgeois et l'instauration à sa place du pouvoir prolétarien totalitaire afin de détruire le capitalisme.

LO reprend cette formule confuse du contrôle mais en lui ôtant jusqu'au dernier trait classiste pour le transformer en un contrôle populaire par « la société » et même par l'Etat bourgeois pour améliorer le capitalisme !!! En réalité ce n'est pas par méchanceté

particulière ou par cupidité spéciale que les capitalistes, grands ou petits, privés ou d'Etat, poussent à la misère les salariés, mais c'est parce que les lois économiques implacables du capitalisme les y obligent. Un capitaliste qui enrichirait ses salariés ferait rapidement faillite parce que ses profits auraient disparu : les profits naissent précisément du travail gratuit que les capitalistes peuvent extorquer aux prolétaires. Les périodes fastes d'expansion économique continue où les travailleurs peuvent voir leur sort s'améliorer parce qu'ils reçoivent quelques miettes des profits fortement accrus, ne sont que des intervalles plus ou moins longs mais temporaires avant la rechute dans la misère et les guerres. Contrairement à ce dit implicitement LO, il n'est pas possible de réformer ou d'améliorer le capitalisme, il faut l'abattre!

Pour terminer cette profession de foi on ne peut plus réformiste, on voit, ce qui était inévitable, la fameuse intransigeance de LO par rapport aux grands partis de gauche fondre comme neige au soleil : « Chasser [la droite] du pouvoir, oui, ça ferait plaisir, et espérons qu'elle le sera. (...) On ne peut pas évidemment chasser la droite, dans les circonstances actuelles, sans ramener la gauche au pouvoir, cette gauche que les travailleurs connaissent déjà, et pas vraiment

en bien. (...) Alors il ne faudra donc pas ramener, les yeux fermés, la gauche au pouvoir, sans lui demander des comptes. C'est le sens de la candidature d'Arlette Laguiller, qui permettra au moins à l'électorat populaire de contribuer, par son vote, à chasser si possible la droite, mais en exprimant sa défiance vis-à-vis des dirigeants de la gauche qui l'ont déjà trompé bien des fois ». Plus question même de faire semblant de défendre les intérêts des travailleurs : le sens de la participation de LO à ces élections est de servir d'auxiliaire à la gauche - ces partis ouvriers bourgeois (ouvriers par leur composition sociale et leur électorat, bourgeois par leur politique) comme disait Lénine, qui ont toujours trompé les travailleurs - pour revenir au gouvernement. Auxiliaire du réformisme : on le savait déjà, mais ce sont eux qui l'avouent !

(1) Tract de la LCR diffusé à la fête de l'Humanité, reproduit dans l'organe théorique de LO, « Lutte de classe » n°99, octobre 2006.

Source : Anonyme
http://toulouse.indymedia.org/article.php?id_article=9388

Propagande pour la mondialisation dans les écoles primaires

Depuis quelques temps, les rectorats ont reçu des cartons de brochures à distribuer à des instits et des professeurs de collèges et lycées préalablement choisis.

Ces brochures au nombre de trois font la propagande pour la sainte mondialisation (une pour l'école primaire, une autre pour le collège et enfin une autre pour le lycée) Elles sont éditées par les ministères de l'éducation nationale et de la recherche, le ministère de l'industrie et sciences politiques.

Si vous n'en croyez pas vos yeux, c'est normal mais vous pouvez toujours aller les télécharger sur le site <http://www.lamondialisation.fr/> Le contrôle social s'étend à nos écoles et ce n'est pas le début ni la fin.

Le processus de lobotomisation doit être rompu ...

Source :

http://toulouse.indymedia.org/article.php?id_article=10542



Et si MacDonald déterminait les programmes d'éducation...

Manif soutien CNT PTT et service public

Le Jeudi 08/02/2007 à Toulouse et partout en France, un appel unitaire à la grève des syndicats de la fonction publique a été lancé avec comme mot d'ordre affiché " *l'amélioration des salaires, la défense des services publics et de leur mission* ".

L'UL de la CNT Toulouse a décidé de profiter de cette journée pour continuer son soutien à la CNT PTT désormais indésirable au sein de la poste suite à un accord signé par les bureaucraties syndicales dites "représentatives" (CFDT, CGT-FO, CGC, CFTC et non contesté par la CGT et SUD pourtant majoritaire) qui institue un droit syndical spécifique à la poste et non plus un droit syndical public qui permettait auparavant à la CNT PTT

et à tout autre syndicat non présent aux élections paritaires et CA, de bénéficier d'un droit d'expression.

Au delà de la CNT PTT, c'est aussi le syndicalisme de lutte qui est visé au profit d'un syndicalisme de cogestion plus docile. Avec cette accord, c'est un pas de plus qui est franchi vers la privatisation de la poste. Ne doutons pas que ce type d'accord touchera bientôt tous les services publics, où quelque unEs tentent encore de s'opposer au pillage organisé. Parceque nous pensons qu'il est tant d'en finir avec la division des luttes et du corporatisme, mais aussi parceque nous n'acceptons pas le pillage des services publics et la grande braderie organisée au profit des capitalistes, nous chômeur[se]s,

précaires, travailleurs de l'éducation du bâtiment, de la communication etc... adhérentEs à la CNT appelons toutes celles et ceux qui pensent que c'est dans la rue et dans les luttes que les changements radicaux arriveront, à faire grève et à manifester derrière les drapeaux rouge et noire de la CNT :

Jeudi 08 Février 2007 à Toulouse / 14h00, métro Capitole.

Ne laissons pas les bureaucrates salir le syndicalisme ! Vive l'autogestion des luttes, vive l'anarchosyndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire.

Source : UL CNT Toulouse
http://toulouse.indymedia.org/article.php?id_article=10090

Laguiller : auxiliaire du reformisme

Lutte Ouvrière a annoncé officiellement cet automne la candidature d'Arlette Laguiller aux présidentielles. Ce n'était pas un scoop : le torchon brûle avec son partenaire réticent qu'est la LCR depuis le fiasco de leur campagne commune aux dernières législatives. LO critique farouchement les tentatives d'unité de la LCR avec les courants les plus disparates liés aux grands partis de gauche ; elle dénonce la signature par la LCR dans le cadre de ses alliances anti-libérales d'un texte « *réformiste à l'eau de rose* » ou ses *déclarations* - au PCF ! - qu'elle était prête à faire partie d'un gouvernement qui s'opposerait au patronat, « *romprait avec la logique libérale de la rentabilité financière [mais pas celle du profit ?], et imposerait un contrôle des travailleurs* » (1). Il est facile à LO de se donner des airs de défense des positions prolétariennes et d'intransigeance vis-à-vis des réformistes. Mais la réalité est bien différente, comme on peut s'en rendre compte à la lecture de la présentation de la candidature Laguiller dans le n°1994 de « *Lutte Ouvrière* ». Le texte commence en disant que « *c'est en réaffirmant son appartenance au camp [des travailleurs]* » qu'Arlette a annoncé sa candidature, et il critique ensuite « *la concurrence, la recherche du profit qui dominant tout dans ce système économique* » et qui est la cause de la misère, de la baisse du niveau de vie, des difficultés diverses jusqu'à la pollution, etc. Mais L.O. écrit ensuite : « *il*

faut que dans cette élection soient réellement défendus les intérêts politiques et sociaux du monde du travail ». Les intérêts des prolétaires peuvent-ils être réellement défendus dans une élection, c'est ce qu'il faudrait précisément démontrer !

Surtout que quelques lignes plus loin, le texte ne craint pas d'ajouter : « *les travailleurs ne doivent pas se bercer de l'espoir que les élections de 2007 puissent apporter des changements dans leur vie* ». Comprenez qui pourra... Mais en fait on comprend vite où veut en venir L.O. en continuant à lire sa profession de foi : « *Il faut que soit présente une candidature qui exprime clairement que le grand patronat, la grande bourgeoisie sont les ennemis directs de toute la population. (...) Leur mainmise sur l'économie et la société est la cause des maux principaux dont souffrent la majorité des travailleurs* ».

D'après ce qui est écrit ici, le patronat qui n'est pas grand (où est la limite ?), la bourgeoisie qui est seulement moyenne, etc., ne seraient donc pas aussi cause des maux dont souffrent les travailleurs : ils doivent sans doute faire partie de « *toute la population* »... LO reprochait à la LCR dans le texte à l'eau de rose cité plus haut de ne jamais utiliser le mot capitalisme, mais, elle, elle « *oublie* » carrément, comme les réformistes, de parler de classes ! « *Toute la population* », c'est un concept qui n'est jamais utilisé par les marxistes, parce que c'est un concept

mensonger qui ne peut que cacher la réalité : la population est divisée en classes dont les intérêts sont différents et opposés.

Les prolos ne peuvent pas ne pas lutter y compris contre les petits patrons qui leur imposent souvent une exploitation encore plus féroce que les grands, ils ne peuvent pas ne pas combattre l'influence désastreuse des petits-bourgeois, s'ils veulent défendre leurs intérêts réellement (donc en dehors des élections). Et pour cela, ils ne doivent pas se laisser engluer dans des alliances interclassistes avec une partie de leurs exploités ce qui n'aboutit qu'à les paralyser. C'est ce que disent les marxistes, c'est ce que ne dit pas LO. Poursuivons : « *La société, l'Etat n'exercent aucun contrôle sur les conseils d'administration des grandes compagnies industrielles. Pire, ceux qui les possèdent peuvent décider librement de la meilleure façon de gagner plus. Pour eux, tant pis si cela pousse à la misère une fraction des salariés !* ».

Si l'Etat contrôlait les conseils d'administration des grandes entreprises, les choses seraient-elles différentes pour les prolétaires ? Qu'en pensent les ouvriers de Vilvoorde jetés à la rue par une entreprise nationalisée (Renault) ? Qu'en pensent les cheminots, employés par une entreprise d'Etat ? Pour les marxistes l'Etat est au service de la classe dominante et selon les mots d'Engels, plus il contrôle d'entreprises, plus il devient un « *capitaliste collectif* ». L'Etat n'est pas quelque chose de

Maroc: nouvelles rafles à Casablanca et expulsions de migrants subsahariens

Ce 30 janvier, un mois à peine après la rafle du 23/12/2006, la police marocaine a récidivé, à Casablanca cette fois, mais toutefois avec les mêmes méthodes indignes: viol, torture, vol de valeurs et déportation. L'association de réfugiés et demandeurs d'asile congolais au Maroc vient d'être saisie de refoulement des demandeurs d'asile et des migrants de l'Afrique noirs au désert de Oujda frontière entre Algérie et le Maroc ce mardi 30/02/2007.

En effet, pendant que la communauté des réfugiés et des migrants de l'Afrique noire étaient encore sous le choc de blessures dues au viol, tortures coup de froid subis lors de rafle du 23 décembre 2007, Voilà qu'à peine un mois, la police marocaine vient à nouveau de procéder au rafle et refoulement des réfugiés, demandeurs d'asile et migrants de l'Afrique noire.

Pour rappel, en date du 23 décembre 2007, la police marocaine a non

seulement arrêté, torturé et refoulé les réfugiés et demandeurs d'asile, mais elle a également volés les objets de valeurs trouvés dans les maisons des de ces pauvres; notamment les téléphones portables, les bijoux ainsi que de l'argent. Comme cela, ne suffisait pas, certains réfugiés et demandeurs d'asile de retour à Rabat sont encore à la recherche des maisons, car ils ont été délogés de leurs logis par les bailleurs pendant qu'ils étaient encore à Oujda.

Aujourd'hui encore, la police vient d'opérer à nouveau le rafle, mais cette fois - ci à Casablanca en repétant les mêmes actes: viol, vol, torture et refoulement.

L'ARCOM condamne cet acte qui dénote la haine, le racisme et le manque de considération à l'égard de la population de l'Afrique subsaharienne.

Que les autorités marocaines sachent que le Maroc est le premier pays d'Afrique a

avoir plus des ressortissants dans les pays étrangers et qu'ils traitent avec dignité et respect dû à tout être humain les réfugiés, demandeurs d'asile et migrants subsahariens vivant sur son territoire. L'ARCOM invite les associations caritatives et de droit de l'homme, les églises et tous les hommes et femmes de bonne volonté de venir d'urgence au secours de ces pauvres gens. Ils ont besoin de couvertures, jacket et nourritures.

Nous demandons également au H.C.R.UN de prendre des dispositions pour le retour immédiat des demandeurs d'asile refoulés injustement à Casa leurs lieu de résidence habituelle.

Emmanuel MBOLELA

Source : Tonton
<http://liege.indymedia.org/news/2007/02/14528.php>
<http://estrecho.indymedia.org/magreb/newswire/di/splay/67366/index.php>

Libération des prisonniers du 6 mai en Grèce

Les trois détenus du 6 mai ont reçu leur acte de libération ce 6 février sur ordre du tribunal. Ils sont enfin libérés sous caution en attendant le procès. On s'attend à ce que le premier prisonnier sorte ce 7 février. Quant aux deux prisonniers grévistes de la faim, ils devraient sortir dès que leurs états de santé le permettent.

Depuis la mi-décembre, pas un jour ne passe en Grèce sans voir une ou plusieurs actions de solidarité avec les 3 du 6 mai, Tarassio Zantarozni, en grève de la faim depuis le 29/11/2006, Gerasimos Kyriakopoulos, en grève de la faim depuis le 15/12/2006, et Kostas Katsadouras. Ils ont été incarcérés et inculpés suite aux émeutes lors de la manifestation du Forum Social Européen le 6 mai 2006.

Source : Anonyme
<http://athens.indymedia.org>



Pourquoi manifester contre Biovision à Lyon ?

Pourquoi s'investir et lutter contre Biovision/Biosquare alors que tant de luttes sont déjà amorcées et que l'actualité nous donne malheureusement encore beaucoup de raisons de s'activer. Nous sommes déjà, pour beaucoup, engagé dans différentes luttes. Alors pourquoi en "ouvrir" une de plus ? En plus quelque chose qui paraît "pointu", pas très global, pas très "sex" ? Une lutte qui pourrait passer pour spécifique. Il n'en est rien.

Le mélange des genre qui consiste à parler de biotechnologies aussi bien pour le personnel des hopitaux, les ogm, la bio-informatique, la thérapie-génie, les vétérinaires, les labos pharmaceutiques, et les pesticides,...., a pour but d'entretenir une confusion. On ne sait plus distinguer "l'utile", le "nécessaire" des chimères. Le deuxième but est de faire passer les entreprises du secteur comme absolument nécessaire pour la santé et le "progrès" de toutes et tous. Enfin de "grossir" l'importance de ce secteur en terme d'employés et d'attractivité. Cette confusion rend difficile d'expliquer en quoi ces entreprises sont particulièrement dangereuses et ignobles. C'est oublier que ces entreprises sous des couvertures d'engagements de "développement durable", de respect de l'environnement, de progrès social, sont responsables de centaines de milliers de morts chaque année, d'une politique sociale agressive et indécente, de profits boursiers faramineux. (parmi les plus hauts taux de bénéfices)

Car ce qu'il faut bien comprendre, c'est que les mêmes entreprises qui produisent des médicaments (pour les hommes et les animaux), produisent aussi les engrais, pesticides, et autres produits chimiques qui nous empoisonnent notamment par l'alimentation, l'air et l'eau. Ce sont les mêmes qui, part une filiale, produisent des OGM, et par une autre des plastiques, des produits chimiques,...

Groupes qui intoxiquent, mais qui se chargent de vous soigner par la suite... moyennant finance évidemment.

Par un feuilleton de cinq articles je vous propose cinq bonnes raisons de lutter contre Biovision/biosquare.

Feuilleton n°2 : Ces entreprises ne valent pas mieux que celles de l'armement.

De nombreux partenariats on déjà eu lieu entre ces entreprises et les militaires que ce soit lors de la 1er guerre mondiale avec

l'apparition des gaz de combats ("gaz humide", "gaz moutarde"), ou de la 2nd guerre mondiale avec, par exemple le soutien sans faille de l'industrie chimique allemande au 3ème reich. Et qui plus est à son plan d'extermination en fournissant le tristement célèbre zycklon B. Le démantèlement du conglomérat chimique IG Farben a notamment donné les groupes Bayer et BASF présent à Biovision... L'utilisation de "l'agent orange", un défoliant produit par Monsanto (présent à Biovision), massivement utilisé sur des civils et leurs cultures au Viet-Nam ou en Colombie nous fournit un autre exemple, plus récent, avec d'autres protagonistes. Voilà pour les exemples les plus connus et les moins polémiques, de notre court 20ème siècle. On imagine sans peine, les échanges d'infos voir les collaborations qui peuvent encore exister entre le monde des biotechnologies civiles et les recherches militaires sur des armes bactériologiques ou chimiques. Les armes bactériologiques et chimiques sont heureusement encore peu utilisées. ... Peut utilisées dites vous ? Il existe de nombreux scandales de leur usage... Des "médiatiques" comme l'utilisation de gaz contre les Kurdes par Saddam Hussein... d'autres beaucoup moins. Venons en à quelque chose de plus "intime"... Parlons seulement des gaz CS... Nous sommes en droit de considérer les Gaz CS, dit "lacrymogènes", comme d'authentiques armes chimiques massivement utilisées contre des civils et cela partout dans le monde... foulant au pied la presque patétique convention de Genève. Quand est-il aujourd'hui de la recherche sur des armes chimiques ou bactériologiques ? Vous voulez une autre source d'empoisonnement et de morts encore plus quotidienne ? Les pesticides !

L'Organisation Mondiale de la Santé compte annuellement 2 millions d'empoisonnements par pesticide et évalue que le nombre de cas non déclarés à probablement plus de 10 millions. Environ 200,000 personnes par an meurent d'empoisonnements dus à des pesticides, selon l'OMS. 200 000 morts directes par ans !!! La plupart, des paysans des Suds qui manipulent des produits chimiques non protégés. Pourquoi n'en parle-t-on jamais ? L'industrie chimique tue ! Elle tue parfois de manière foudroyante (on peut penser à Bohpal, ou AZF à Toulouse) elle tue plus sûrement lentement. D'après "Science et Vie" n°1072, en 2004, 96% des

eaux de surfaces en France sont polluées par des pesticides, et 61% des nappes souterraines... Une source de pollution pour plusieurs décennies... On attend le futur scandale programmé des OGM...

Ces entreprises sont responsables d'un véritable crime contre l'humanité et l'écosystème en laissant des générations entières s'intoxiquer plus ou moins vite, en polluant sans scrupule au nom de la modernité, du pouvoir et du profit.

En définitive ces entreprises ne valent pas mieux que celles de l'armement. Elles sèment la mort avec cynisme. Elles doivent être combattus avec autant de détermination.

Feuilleton n°1 : Ces groupes sont un parfait exemple de multinationales ultra-libérales !

Cotées en bourse, des chiffres d'affaires faramineux, des profits records, une politique sociale sans pitié... Les multinationales ou les start-up qui participent à Biovision/Biosquare sont très représentatives de ce que devrait être les ennemis de toutes personnes pensant que la vie et la solidarité doivent passer avant le profit.

Quelques exemples... Sanofi-Aventis fait un chiffre d'affaires en 2005 de 27,3 milliards d'euros pour un bénéfice de 6,68 milliards d'euros. Sanofi-Aventis vient de virer 118 employés à Neuville sur Saône, dans la banlieue de Lyon.

Ou encore mieux Pfizer (le célèbre fabricant, entre autre, du Viagra) fait un chiffre d'affaire de plus de 50 milliards d'euros pour 14,9 milliard de bénéfice en 2006... et décide pour améliorer sa rentabilité de se séparer de 10% de ses employés soit plus de 10 000 individus. En 2004 les bénéfices de Pfizer avait déjà augmenté de 191%.

Bayer et célèbre en France pour avoir tenté d'imposer un règlement intérieur qui instituait entre autre la délation entre collègue. (voir article rebellyon) On peut multiplier les exemples...

Membres de lobbies pour l'abaissement des taxes aux frontières (certains sont membres du Transatlantic Business Dialogue) ,elles sont artisanes de la mondialisation capitaliste tel que nous la connaissons. Elle sont associées au pouvoir en s'accoquant avec l'ONU (voir Global Compact, un partenariat entre les Nations unies et des grandes entreprises), les pouvoirs

Fin du Squat Zone Occupée à Louvain-la-Neuve

Occupé depuis l'an 2000 le terrain qui se trouve en face du quartier "Les Baraques" à LLN vient d'être rasé par la pelleuse de l'UCL sur ordre du Tribunal. Entretemps, plusieurs personnes étaient parties, les autres, grâce à l'aide de la Ville d'Ottignies, l'AS de Wavre habitent une maison de gendarmes !!

Bref rappel historique :

- début 2000 trois maisons vides appartenant à l'UCL sont «réquisitionnées» par des jeunes originaires de la région, mais qui sont dans l'incapacité de se payer un logement sur place.

- 2002 après de multiples débats, l'UCL accepte de signer une convention d'occupation précaire avec les habitants de la « Zone Occupée » et ces derniers s'engagent à limiter le nombre de personnes, mettre les habitats en conformité avec l'hygiène et les services incendie...

- 5 mars 2005 un court circuit dans une prise de courant provoque un incendie et la mort de deux bébés. Le Ministre se rend sur place et fait des promesses de mise en conformité

- septembre 2005 : après de nouveaux recours en justice, l'UCL fait abattre les deux maisons, espérant faire partir les gens

- juin 2006 : le tribunal dénonce le non respect de la convention de 2002 et prononce un arrêté d'expulsion pour le 15 décembre 2006

- août 2006 : la Ville d'Ottignies obtient du Gouvernement Wallon que cette parcelle et leurs occupants entrent dans le Plan HP (Habitat Permanent) dont l'objectif est, soit d'aider à ce que les habitations soient conformes, soit d'aider les gens de quitter le lieu ;

- petit à petit, les habitants du 111 ont compris la détermination de l'UCL à les faire partir, et quittent le lieu, sauf quatre d'entre eux qui acceptent le Plan HP, car ils veulent rester dans la région.

- CE JEUDI 15 FEVRIER, TOUT LE TERRAIN A ETE NETTOYE A LA PELLE MECANIQUE PAR L'UCL SOUS LE CONTROLE D'UN HUISSIER, et tout s'est passé dans le calme et la bonne humeur. Nous n'avons pas voulu alerter les médias par crainte de débordements. Un des habitants est logé depuis novembre à



Ottignies, les trois derniers viennent d'entrer dans une maison...d'ex-gendarmes (sic) à Ottignies ce lundi 12 février.

Communique du Front Commun SDF à l'occasion de la conférence de presse organisée par la Ville d'Ottignies ce vendredi 16 février à 15h

Nous sommes heureux, mais pas fiers du tout !!

- Nous sommes heureux que les quatre derniers occupants ont pu trouver un logement dans les environs, ils sont heureux, car ils n'avaient pas d'autres choix. Nous soulignons cependant que c'est en grande partie parce qu'ils avaient d'abord réquisitionné sans droit cette habitation d'ex-gendarmes que l'Agence Immobilière sociale de Wavre a pu résoudre leur problème

- Mais nous ne sommes pas fiers du tout, car sur la Ville d'Ottignies et sur tout le site de l'UCL, il n'y a plus aucun lieu de chute pour les Jeunes Gens du voyage qui passaient par là. Chaque année, il y avait des dizaines de jeunes Gens du voyage qui pouvaient y faire escale. La Zone

Okkuppée organisait régulièrement des rencontres, des repas, du cinéma alternatif, des concerts.

- Aujourd'hui, ces gens sont de nouveau exclus, car ils ne peuvent aller ni sur le site de LLN, ni dans le quartier des Baraques qui a terriblement évolué depuis sa création. L'ASBL Chezelle est le seul lieu qui puisse convenir, mais n'a ni les moyens financiers, ni les moyens humains de remplir une véritable mission humanitaire par rapport aux Jeunes Gens du Voyage.

- Nous demandons à la Ville d'Ottignies et aux autorités de l'UCL de se concerter afin d'envisager une solution à ce problème. Il est important en effet, même pour la sécurité de la population, que ces Jeunes puissent être contactés régulièrement, et donc, de créer des lieux de rencontre.

Pour le Front Commun SDF
Jean Peeters
0479/68 60 20
<http://frontsdf.be>

Source : Jean Peeters
<http://liege.indymedia.org/news/2007/02/14762.php>

Présentation du collectif "avion rouge"

Créé il y a peu, le collectif "Avion Rouge" se bat pour l'étiquetage du mode de transport des marchandises.

Aujourd'hui, la majorité des produits que nous consommons sont des produits d'importation. Souvent ils viennent de très loin, et représentent donc plus que leur coût véritable en terme écologique.

On sait que les avions représentent une part considérable dans le réchauffement climatique avec un rejet de CO2 carrément excessif, les accidents de cargos provoquent des désastres écologiques dramatiques, marées noires, etc.

On ne peut pas continuer à laisser le consommateur (que nous sommes tous) feindre d'ignorer qu'en achetant cette orange il contribue à la destruction de la planète.

Il existe presque toujours un correspondant local à ces produits qui viennent de loin. Mais sur le marché, rien n'est visible.

C'est pourquoi le collectif "AVION ROUGE" se bat pour l'étiquetage clair du mode de transport des produits de consommation. Le collectif a rédigé une pétition au gouvernement afin qu'il légifère sur la chose. Vous pouvez l'imprimer ici:

<http://home.versateladsl.be/vt6146597/images/petitionAR.pdf>

avionrouge.blogspot.com/

Source : miluskaya

<http://liege.indymedia.org/news/2007/02/14690.php>



**NI DIEU
NI MAÎTRE
NI MOTEUR!**

POUR UN MONDE PLUS RESPIRABLE

TIGM



Nouvelle législation sur le tag: jusqu'à 5 à 10 ans de prison

Il y a quelque temps, les pouvoirs politiques ont instauré un nouveau type de traitement des "incivilités", notamment les tags, qui consistait à faire passer les personnes soupçonnées d'incivilités non devant la justice, mais devant le secrétaire communal (Cf. ce qui est arrivé à des français récemment). Ce qui a amené certaines personnes à parler de "dépenalisation du tag", ce qui est totalement faux vu que des textes législatifs continuent à prévoir des procédures judiciaires pour les activités de tag.

En fait, l'instauration de ces "tribunaux communaux" visait à désengorger les tribunaux classiques et les condamnations prononcées par le secrétaire communal (maximum 250 euros d'amende) ne sont effectivement pas versées dans le casier du condamné. Heureusement vu le peu de cas fait aux "droits de la défense": comparaison sans avocat devant le secrétaire communal qui, après discussion, décide de oui ou non infliger une amende (amende qui est versée à la commune elle-même...), sans possibilité d'appel.

Nouvelle législation

Les textes de loi: Evolution du dossier, Projet de loi, Discussion par la commission justice.

L'ancien texte de loi prévoyait, pour les activités de tag: "La peine de prison a été fixée de 1 mois à 6 mois et ou à une amende de 26 à 200 euros pour être suffisamment dissuasive mais aussi pour laisser suffisamment d'espace d'appréciation au tribunal qui doit se prononcer sur une affaire spécifique", "Un système de récidive spécifique a aussi été prévu où le maximum de la peine de prison en cas de récidive dans les trois ans après une condamnation antérieure pour graffiti, est porté à 1 an".

Les "apports" de la nouvelle loi:

- Mais ces amendes administratives ne sont pas possibles si ces auteurs ont moins de 16 ans. Un sentiment d'impunité risque de naître chez ces jeunes auteurs de certaines formes de graffiti. Ce projet vise à remédier à cette situation indésirable en introduisant une pénalisation des graffiti et en 'incorporant' cette nouvelle pénalisation dans la réglementation des amendes administratives. Toutes les formes de graffiti effectuées par n'importe qui pourront être abordées avec efficacité en fonction du cas sur le plan pénal ou sur le plan administratif.

- Il ressort en plus de la pratique que certains auteurs de graffiti malgré des condamnations précédentes poursuivent leur activité illégale. Dans certains cas de récidive, une peine d'emprisonnement de 6 mois ne suffira donc plus. Le même phénomène n'est pas connu en ce qui concerne la dégradation intentionnelle de biens immobiliers. Il pourrait aussi s'avérer nécessaire dans des cas extrêmes de graffiti, alors que la personne a déjà été condamnée pour des graffiti, de placer les auteurs de graffiti en détention préventive en vue d'éviter une nouvelle récidive. Une telle nécessité ne se fait pas sentir pour les dégradations intentionnelles de biens immobiliers qui sont vécues socialement de manière moins grave.

En ce qui concerne cette incrimination, il a été choisi de ne pas prévoir de système de récidive particulière car quand il est question de telles dégradations, on ne peut plus parler de dégradation mais bien de destruction partielle. Dans ce cas, l'article 521 du code pénal est d'application et prévoit déjà une peine criminelle, à savoir la réclusion de 5 à 10 ans.

Source : Smurf

<http://liege.indymedia.org/news/2007/02/14622.php>



nationaux et locaux comme le montre bien l'exemple de Biovision. Malgré une idéologie ultra-libérale, qui prône la non intervention de l'Etat, elles ne rechignent cependant pas à grappiller de l'argent public que ce soit pour le sommet Biovision/Biosquare ou pour "incuber" (c'est à dire soutenir financièrement) de jeunes entreprises du secteur biotech qui seront les futurs partenaires de ces grands groupes.

Ces entreprises sont implantés sur l'ensemble du globe. Leurs dégâts sont mondiaux. Commençons par lutter ici.

3) Biovision/Biosquare, symbole de la mutation des sommets internationaux.

Il me semble qu'il y a un réel intérêt stratégique local, bien sur, mais aussi global à s'attaquer à Biovision/Biosquare. Depuis Seattle, l'opposition à de grands sommets internationaux a montré d'abord une certaine efficacité puis des difficultés à réellement perturber ces grandes messes libérales. Il y a bien eu plusieurs succès comme Seattle, Prague,... mais aussi de tragiques échecs, comme à Gènes,... Depuis 2002 la plupart de ces grands sommets se tiennent dans des zones difficiles d'accès (Kananaski au Canada, Evian, Doha. ...) et hors zone urbaine ce qui facilite le contrôle du territoire par la police. De nombreux activistes remettent en cause la stratégie de grand rassemblement en contre sommet arguant, à juste titre, de leur efficacité limitée (plus d'effet de surprise) et déçu par le côté "raout militant".

Du côté du pouvoir il paraît probable que ces rencontres physiques vont continuer. Je pense que les forums à venir seront plus petits, plus restrictifs sur les thématiques, dans des villes moyennes, et plus discrets pour éviter de devoir se rencontrer en zone assiégée. Exactement la définition de Biovision/Biosquare.

Il peut être intéressant dans une perspective de lutte globale de montrer au pouvoir que quelques soit la médiatisation et la taille d'un de leurs sommets, du moment que l'intérêt générale est attaqué, une opposition déterminée existe. Il se trouve que dans la région nous avons une responsabilité de lutte contre les bio et nano technologies puisque c'est ici qu'elles se développent. Les Bio et nano technologies ne sont pas des thèmes spécialisés de la Lutte ou même des luttes spécifiquement

écologiques. L'impacte des bio et nano technologies sera global. Il est actuellement probable que leur usage sera utilisé pour le bien de toutes et tous. Il est actuellement assez probable que les bénéfices de ces multinationales explosent d'ici quelques années...ainsi que leur pouvoir surtout si nous les laissons faire.

4) La question de la techno-science et de l'industrialisation du vivant.

Depuis plusieurs décennies, mais avec une accélération certaines, on assiste à l'industrialisation du vivant. Création de plantes hybrides, puis d'OGM, interdiction de cultiver et de consommer certaines plantes, monoculture destinée à l'exportation, mécanisation excessive, interdiction des produits de traitements naturels des plantes (purin d'ortie), pucage des animaux domestiques, utilisation massive de produits chimiques,... L'offensive est générale.

A quand des vaches clonées en série ? A quand la mise sous tutelle complète de l'agriculture et de l'agroalimentaire pas de grands groupes privés ? De plus on est les témoins d'une mutation de la société vers une gestion industrielle accru du vivant (humains inclus). Pour l'agriculture, et l'agroalimentaire le processus est déjà bien enclenché. Mais aussi pour les humains avec la généralisation des puces RFID, de la biométrie, du fichage ADN, de la gestion sociale et politique des flux humains dans la ville, entre les frontières... Bref l'humain est désormais considéré comme du cheptel. Les bio et nano technologies sont largement responsables du développement des techniques, des outils, qui permettent cette gestion et cette industrialisation du vivant, ce contrôle social et technique des flux et des populations.

Nous sommes là face à un choix de vie. Continuer ou rompre ! Biovision/Biosquare est une occasion unique, (de part le rassemblement dans un même lieu de protagonistes influents de la mondialisation capitaliste, de l'industrialisation du vivant, et des catastrophes écologiques), de contester ce monde, de proposer des alternatives... Nous méritons mieux que de devoir payer pour se nourrir avec de la bouffe indus, et de se soigner avec des médicaments rendu nécessaire par l'absorption quotidienne de produits chimiques. (explosion des cas de cancer depuis les années 60) Nous voulons que la science et la recherche soient

assujetti aux réels besoins et à l'intérêt collectif. Pas aux seuls logiques du marché et du profit.

5) La lutte contre les OGM peut encore être gagnée.

Depuis plus de 10 ans les entreprises de biotechnologies essaient d'imposer les OGM dans l'agriculture à destination des animaux, des humains, ou pour fabriquer des médicaments (aliments). Depuis 10 ans des associations, des individus, des groupes, des paysans s'opposent aux OGM. Les OGM se trouvent confrontés à une forte opposition de la part de l'opinion publique. Un sondage CSA/Greenpeace a montré mi septembre 2006 que 86 % de la population française était opposée aux OGM. En France les parcelles de maïs génétiquement modifié sont passées de 500 ha à 5000 ha... mais ne représente pour autant que 0.2% des terres cultivables du pays. Au niveau mondial "seulement" 5% des terres cultivables le sont par des OGM. "De même, les 10 millions d'agriculteurs OGM ne pèsent pas grand chose par rapport au milliard et demi de paysans répartis sur la planète." (Araud Apoteker) (source : <http://infoblog.samizdat.net/2007/01/19/les-ogm-dans-le-monde-10-ans-de-pression-de-lindustrie-des-biotechnologies-10-ans-de-resistance-des-ci-toyens/>)

Il est encore tout à fait possible de renoncer aux OGM même si la stratégie de dissimulation utilisée par les "entreprises OGM" portera un jour ses fruits si on ne l'empêche pas. Il s'agit d'une lutte capitale pour les paysans et l'alimentation en générale qui dispose d'un fort appui de la population. Tout est encore possible, il s'agit de se mobiliser, maintenant qu'on a l'avantage, avant que le temps et l'argent ne jouent en faveur des plus puissants... mais des moins représentatifs. Nous proposons avec ce contre sommet, de lutter en amont contre les OGM. Bref de ne pas attendre qu'ils soient testés en plein champ pour réagir. De montrer aux chercheurs et aux groupes qui développent ces produits que l'opposition aux OGM et aussi bien à la campagne (fauchages) qu'en ville (lutte contre les labos de biotech et contre les lobbies pro-biotech).

Source : Anonyme

http://toulouse.indymedia.org/article.php?id_article=10540



CRS 3 : des petits nouveaux à usage politique violent

Des petits nouveaux avec de vieilles méthodes.

Samedi 3 février, 9h, gazage au terrain du repas.

Samedi après-midi, et nuit, collage par l'extrême droite.

Dimanche matin, entre midi et 14h, capture de réfugiés affamés sur la route du terrain du repas

Dimanche après-midi, à 16h20, terrain du repas : chasse à l'Homme Réfugié Politique de valeureux policiers contre une centaine de réfugiés politiques très dangereux.

Tiens encore un réfugié politique tombé tout seul ! Il a des difficultés à reprendre un souffle normal. En tombant tout seul, il s'est heurté la gorge.

Prise de deux personnes, provenant de régimes dictatoriaux, aux côtés de nos sauveurs de notre France.

Vers 16h30, interpellation et cinquième garde à vue du témoin photographe.

Lundi, 3h du matin, gazage en pleine figure de réfugiés politiques endormis.

Lundi nuit, entendu à la PAF (policier français) : "hospital ? hospital ?"

Prochain article documenté :

Droit au logement opposable par les policiers de la PAF(mais en civil)

Lundi 5, vers 20h, 4 policiers en civil après une poursuite en voiture, arrêtent un prêtre qui héberge 2 demandeurs d'asile tout à fait légaux et forcent les demandeurs à retourner dans les rues de Calais.

Et pour nos chers policiers qui ne comprennent pas les comparaisons entre police actuelle et police de Vichy, qu'ils lisent sur de bons sites :

info sur <http://fortresseurope.blogspot.com>

"Human Rights Watch et Avvic dénoncent depuis longtemps les abus pratiqués sur les migrants par la police libyenne dans

les centres d'arrestation, dont 3 financés par l'Italie. Arrestations arbitraires et sans jugement, tortures, travaux forcés et peine de mort. Mais l'Union européenne est disposée à un pacte avec le diable. Le colonel Qaddafi – réhabilité au niveau international grâce au gaz et aux clandestins - après la conférence de Tripoli semble jouer sérieusement. 878 harragas arrêtés et 1.536 expulsés pendant le deux premières semaines de janvier. Depuis le 15 septembre les déportations ont été 8.336. Une fois dans leurs pays d'origine, beaucoup de chercheurs d'asile risquent leur vie, particulièrement au Soudan et en Erythrée. Pour d'autres, au Niger, au Soudan, au Tchad et en Egypte, l'expulsion signifie simplement être abandonné dans le Sahara."

<http://web.amnesty.org/library/fra-eri/index> est un ouvrage fort bien commenté : "RESISTANCE" dont cette phrase est tirée : le fascisme c'est le capitalisme au sommet de l'Etat.

8 février, grève de la Fonction Publique : les destructeurs des droits des travailleurs sont ceux qui commanditent les actes graves des policiers contre les droits humains.

Source : Anonyme

<http://lille.indymedia.org/spip.php?article7573>



Mobilisation rapide pour Anicet Muamba, porte-parole de l'UDEP

Plus de 150 manifestants à Vottem (centre fermé)

La mobilisation a été rapide : à 16hrs ce jeudi 22/02, plus de 150 personnes ont manifesté devant le centre fermé, sous la surveillance évidente des policiers, ce qui tranchait avec ce qu'on avait pu observé lors des nombreuses démonstrations pacifiques de solidarité devenues courantes devant le ventre de Vottem. Peut-être cette fois-ci le ministère...

Hier 21/02, Anicet Muamba, porte-parole de l'UDEP de Verviers et leader des sans papiers a été arrêté par la police de Verviers sur demande de l'Office des Etrangers. Il a été enmené et emprisonné au centre fermé de Vottem avec un ordre d'expulsion.

La mobilisation a été rapide : à 16hrs ce jeudi 22/02, plus de 150 personnes ont manifesté devant le centre fermé, sous la surveillance évidente des policiers, ce qui tranchait avec ce qu'on avait pu observé lors des nombreuses démonstrations pacifiques de solidarité devenues courantes devant le ventre de Vottem. Peut-être cette fois-ci le ministère de l'intérieur avait-t-il décidé en CONSCIENCE de porter un coup plus rude, d'où cette présence policière plus appuyée. La manifestation, quoique déterminée et très émouvante, s'est déroulée sans incident.

Il n'est évidemment pas anodin de s'en prendre à un leader public des sans-papiers, connu et soutenu par de nombreux citoyens. L'audace de l'office des étrangers a d'ailleurs suscité en moins de 24 hrs une mobilisation très réjouissante, avec un déplacement en car depuis Verviers organisé par le MOC. Plusieurs associations étaient représentées, de Verviers, de Liège, de nombreux citoyens sympathisants s'étaient déplacés, avertis par leur vigilance.

Bien évidemment le grand slogan était « libérez Anicet » mais il y en avait des dizaines d'autres sur le thème des sans-papiers. Après de nombreux appels en direction de Anicet par-dessus les barbelés, en face d'une entrée, puis d'une autre, nous apprenons par la grâce d'un mégaphone bien informé qu'Anicet est

enfermé dans une autre aile.

Déplacement vers une troisième entrée (barrée de l'infamant avertissement « propriété de l'état »). Un bras s'agite à une fenêtre. Des draps blancs aux fenêtres voisines. Puis tous ces cris de femmes, d'enfants : Anicet !!!!! Tonton !!!!! Tonton Anicet !!! Et puis les sourires ou les larmes sur les visages noirs ou blancs, belges ou étrangers, avec ou sans papiers, de ceux-là qui connaissent Anicet ou simplement son combat.

Infos supplémentaires (en commentaires)

Peut-être ajouter 2, 3 infos:

- Au cours de la manif, on a appris que des militants de l'UDEP ont également été arrêtés à Gand, Charleroi, Huy et à d'autres endroits. Ce phénomène bizarre s'appelle "rafles d'opposants politiques", et rappelle vaguement ce qui se passe dans certaines démocraties bananières (vous savez, bien loin, chez les noirs et les chicanos). Mais ici c'est différent, on est dans une vraie démocratie, ça n'est pas la même chose, c'est l'application normale de la Loi, et ça n'a strictement rien à voir avec les élections qui approchent.

- En rentrant, j'ai appris qu'on a annoncé à la radio que Anicet sera libéré dans les prochains jours parce qu'il est diabétique et qu'il a besoin de soins réguliers (et vu les soins délivrés à Vottem...). Il a reçu, comme de juste, un ordre de quitter le territoire dans les 5-6 (7?) jours.

- On a pu aussi remarquer un certain nombre de tags politiques dans les environs du centre (ainsi que quelques réalisations d'antipubs). Plusieurs "Free Yacob" et "Free Ahmed" (quelqu'un sait qui ils sont?), "Brûlez les camps" (sur le mur d'une agence dexia:), "Tout le monde libre", "Détruisez les camps, pas les migrants" (sur une pub:), et d'autres que j'ai oublié. (Signalons que, pour ce que j'ai pu en voir, et mis à part dexia et la pub, ces tags étaient fait sur des murs de maisons abandonnées ou des vieilles palissades).

Source : Tonton et Anonyme

<http://liege.indymedia.org/news/2007/02/14838.php>



Photos :

<http://liege.indymedia.org/news/2007/02/14838.php>

Noël à Vottem

Ce 23 décembre à 16h30 était organisé un rassemblement de soutien aux sans papiers à Vottem, Environ 150 personnes étaient présentes.

Source : miluskaya

<http://liege.indymedia.org/news/2006/12/14094.php>



AMEL, enceinte de 5 mois, victime d'une tentative d'expulsion et enfermée au centre 127bis

Me Wasfi Amel a été contrôlée le 24 janvier 2007 dans un transport en commun et arrêté par la police car pas de papiers. Elle a passé la nuit au commissariat, puis a été amenée à l'aéroport de Zaventem pour essayer de l'expulser vite fait, bien fait. Le père de l'enfant est belge, vit avec Amal et des démarches pour se marier sont en cours auprès de l'administration communale. Malheureusement il n'a pu intervenir puisqu'il est hospitalisé actuellement à l'hôpital St Pierre. Avec le Colfen nous avons rencontré la sœur de Amel. Quand elle a appris que ça soeur avait été arrêtée, elle est partie avec son enfant la chercher au commissariat. Elle a été envoyée dans trois commissariats différents sans jamais savoir où était sa sœur. Elle a voyagé de commissariat à commissariat avec son

gamin durant toute la nuit. Nous l'avons mis en contact avec une avocate et nous avons contacté des politiques pour intervenir auprès du ministre de l'Intérieur. Encore une fois l'office de la honte n'a respecté aucune formalité légale, a enfermé une femme enceinte au cachot, a empêché tout contact avec ses proches, a essayé de l'expulser sans lui laisser la possibilité de faire un recours à cette expulsion, et l'a enfermée au centre fermé 127bis, enceinte, sans s'interroger sur l'état de santé de cette future maman. Devons nous continuer à rester témoin de ces actes inhumains, illégaux et racistes ??

Source : C.R.E.R
<http://liege.indymedia.org/news2007/01/14501.php>



Marche au flambeau au bois de Berken à Mol

Le 12 janvier, une marche au flambeau a eu lieu à Mol à l'initiative du comité d'action du bois de Berken. Elle avait lieu en signe de protestation contre la disparition du bois de Berken : il s'agit d'un petit coin de nature de 25 hectares qui risque d'être sacrifié pour être réaménagé en zone industrielle.

Source : Indymedia Anvers
(traduit par Arno)
<http://liege.indymedia.org/news2007/01/14333.php>
<http://antwerpen.indymedia.org>

[TEC-Liège] Petite scène de vie policée

Ça se passe il y a 2 semaines dans un bus au départ de la place St Lambert, début de soirée. Je monte dans le bus où sont déjà installés une vingtaine de personnes. Après 2, 3 minutes, le bus se met en marche, fait 30 mètres et s'arrête près de l'aubette des contrôleurs. Le chauffeur ouvre sa porte et échange quelques mots avec 2 contrôleurs. Je pense à une discussion de routine, mais les 2 contrôleurs montent dans le bus, se mettent à regarder les passagers, puis pointent un homme un peu débraillé d'une cinquantaine d'années et disent au chauffeur "C'est lui?". Réponse affirmative. Ils demandent à voir le ticket du passager, qui surpris sort un étui à abonnement de la TEC, dont le contenu ne semble pas vraiment agréer les 2 hommes en uniforme. Petite hésitation, ils retournent près du chauffeur, nouveau palabre qui se termine par un mot des contrôleurs "D'accord c'est bon", puis ils descendent du bus. Le type contrôlé, toujours assis à sa place, balbutie quelques mots du genre "ils croient que j'ai pas payé, mais si mais si, je paye" en montrant son étui. Il semble un peu à côté de ces pompes, pas shooté, juste

hébété et un peu simplet, calme, un marginal pas méchant quoi. On pense que c'est bon, qu'on va pouvoir repartir, mais un des contrôleurs monte dans le bus, et le chauffeur, au lieu de prendre le tunnel pour monter vers St Laurent (c'est la ligne 53 ou 61), se dirige vers la place Léopold. Une ou 2 réactions un peu mécontente de passagers pressés, le type à côté de moi lâche "C'est pas vrai, ils vont chercher la cavalerie". Là je commence à comprendre. Effectivement l'autre contrôleur a pris sa belle voiture du TEC et se dirige maintenant vers l'Hôtel de Ville, où il y a toujours quelques poulets disponibles. On est 2, 3 un peu incrédules à interpeller le contrôleur: "Ca va laissez tomber... pour 1,30 euros!", etc. 2 minutes d'attente, je me décide à aller trouver le contrôleur et le chauffeur. "Dites, je veux bien payer son ticket au gars, et c'est bon on n'en parle plus". "Non non monsieur c'est juste un problème technique, allez vous rasseoir". J'insiste (je n'ai pas de carte de bus et ne peux donc pas pointer sans leur demander): "Ecoutez, c'est pas pour le prix du ticket, voilà 2 euros et c'est réglé". "Non ça va, allez vous rasseoir".

Je me rassieds et une minute plus tard, 2 flics rentrent dans le bus avec l'autre contrôleur et vont vers le passager. On dit encore une fois qu'on veut bien payer son ticket, mais les 2 flics n'entendent pas commencer à palabrer, ils embarquent le type, qui les suit docilement, et s'en vont. Nouvelle altercation, un peu plus houleuse, avec le contrôleur dont l'argument, fin et intelligent, se résume en "C'est pas pour les 1,30 euros, c'est une question de Principe!" (le P majuscule s'entend dans sa voix). J'ai d'habitude de la sympathie pour les corporations qui osent défendre leurs droits, mais quand je vois des chauffeurs et contrôleurs zélés profiter de leur petit pouvoir pour mettre un type manifestement un peu déboussolé dans les pattes des flics, ça me met hors de moi. Et la prochaine fois que j'entendrai parler d'une agression d'un chauffeur, je commencerai par me demander quelle a été l'attitude du chauffeur en question. Mission réussie messieurs les auxiliaires de police...

Source : Docteur Èsbrouffe
<http://liege.indymedia.org/news2007/02/14540.php>

Intervention de Louis MONTEYNE Au nom des ex-dockers CGT en grève de la faim depuis le 11 janvier 2007

Salle de l'avenir - Dunkerque, Samedi 3 février 2007.

Je veux vous remercier d'être venus si nombreux et particulièrement ceux qui ont participé à toutes les initiatives. C'est grâce à leur mobilisation que l'on a des propositions à faire... que les autres s'arrangent avec leur conscience, s'ils en ont une! D'abord une mise au point : Pourquoi la grève de la faim et pourquoi ne pas avoir attendu l'audience du TASS (Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale)?

Le conflit a démarré en juillet 2000 avec l'action menée par Pierre et Jacques ; Jacques à qui je veux rendre hommage, car sans lui nous n'en serions pas là aujourd'hui. Je vous propose d'observer une minute de silence à la mémoire de notre camarade disparu, ainsi qu'à la centaine de dockers décédés depuis également...

Nos camarades firent apparaître un grave dysfonctionnement dans le calcul de l'allocation amiante leur étant attribuée et finirent par être rétablis dans leur bon droit. Jacques spontanément nous alerta. La lutte pour rétablir l'ensemble des Dockers alors commença. Le point d'orgue de cette lutte intervient en mai 2005 sur une première grève de la faim, sanctionnée par la signature d'un protocole d'accord du sous-préfet et du directeur du cabinet du Médiateur de la République.

Dès le 9 juin 2005, une motion réclamant l'application du protocole d'accord est votée en Assemblée Générale à l'unanimité. Le 14 juillet 2005 nous en appelons à la représentation nationale : il faut appliquer le protocole d'accord. Le 5 août, le Ministre de la santé se dit « OK à 110 % avec nous » et il prétend avoir obtenu l'accord de la CCCP (Caisse de Compensation des Congés Payés). Il ajoute que « si la CCCP ne fait pas ce qu'on attend d'elle, il existe des moyens de pression efficaces : La cour des comptes ou une enquête de IGASS (Inspection Générale des Affaires de Sécurité Sociale) »

Après avoir rencontré la totalité des élus du Dunkerquois, inauguré la place des menteurs, des voleurs et des assassins, érigé un mur devant les locaux patronaux, obtenu un rendez-vous avec le Médiateur de la République, au Ministère de la Santé, au MEDEF, déposés 4 motions au sous-préfet avec qui nous avons échangé 11 fois... c'est écoeurés, contraints et forcés que nous avons

eu recours à l'arme ultime : La grève de la faim ! Comme le dit François Hanscotte du Phare « La grève de la faim est à chaque fois le signe infamant de la volonté de ne pas régler les problèmes, du refus de prendre l'homme en compte dans ce qu'il a de plus grand, sa dignité, et de laisser dégrader une situation difficile. A l'heure où l'on commence à comprendre la catastrophe sanitaire que sera l'amiante, on comprend que les anciens Dockers soient désespérés au point de se mettre en grave danger ».

Quant au TASS, qui peut prétendre, après un premier report le 1er juin (ils n'avaient pas eu le temps d'affiner leurs arguments juridiques), et un second le 5 décembre (ils n'avaient pas déposés leurs conclusions) que l'audience aura bien lieu le 15 février ?

De toute façon, fidèles à la méthode ARKEMA (entreprise chimique du groupe Total), ils feront appel... puis Cassation... puis Cour Européenne... dans 10 ans les tribunaux nous donneront raison : On ne peut imaginer qu'ils donnent tort à ceux qui demandent l'application de la loi ! Mais la moitié d'entre nous seront morts !! En tout état de cause, ils statueront uniquement pour ceux qui ont contesté la méthode de calcul, soit 39 sur 103.

Nous touchons le noeud de l'affaire, nous n'avons qu'un seul souci, qu'une seule obsession : régler le problème pour les 225 camarades.

Refuser l'accord d'étape - pas 'protocole d'accord' car il en existe un, il n'a pas été appliqué - c'est exclure 64 camarades du calcul. Ne pas accepter de compromis veut dire rien, rien du tout pour ceux qui n'ont pas contesté la méthode de calcul, parce que hors du champ d'application de la loi.

Pour les nouveaux entrants dans le dispositif amiante, la nouvelle méthode de calcul s'applique immédiatement, soit + 17 dimanches en « N » considérés comme jour de grève ou prise d'une séquence de 12 mois consécutifs, la mieux disante entre janvier 1991 et décembre 1992. Ce qui se traduit par 15 % en moyenne d'augmentation comparé à l'ancienne méthode. Ce qui ne doit en aucun cas les empêcher de contester la méthode de calcul !

Le combat pour l'application de la loi continue, comme le prouve l'article 5 que nous avons fait

ajouter dans l'accord d'étape. Je lis « la signature du présent accord d'étape ne met pas fin aux actions engagées par les Dockers intermittents devant les tribunaux compétents, notamment devant le TASS de Lille, tendant à l'application de la formule légale d'allocation ».

L'accord d'étape justement, avec des augmentations de 5 % à 30%, soit 80 € à 350 € mensuel, représente une rétroactivité entre 4 000 € et 25 000 €, il nous semble avoir obtenu ce que le rapport de force nous permettait d'obtenir. Personne ne peut nous reprocher de ne pas avoir été aux limites du possible.

Si des velléités de résistance se faisaient jour, nos matelas sont encore chauds de nos douleurs, de notre stress et de nos peurs ! La place est vacante !!

On dit que c'est dans les moments difficiles que l'on compte ses amis. Vu le nombre d'épreuves que nous avons traversées, de la réforme portuaire aux combats de l'amiante, de la fondation de BES (Bois Environnement Service) aux grèves de la faim, autant d'épreuves tissant des liens fraternels, solides, sincères.

Au noyau dur initial, d'autres venus d'ailleurs animés d'une même soif de justice, espérant comme nous un autre possible, rencontrés dans les luttes ou dans les manifestations, se sont engagés, ne mettant pas leurs drapeaux dans leurs poches mais les mêlant aux autres pour plus d'efficacité.

Je veux dire ma fierté, mon bonheur de compter des gens là parmi mes amis.

Que font pâles figures à côté les frileux, les grincheux, les méchants, les lâches. Ceux qui cachent leur couardise sous la critique gratuite, jamais d'accord... pour ne rien faire ! Aussi généreux dans la connerie que pauvre dans l'action. A ceux là, du haut de ma haine de l'injustice, parce que mon parcours est sans tâche, je veux leur dire à ces scories de l'histoire : Messieurs je vous emmerde !

Nous sommes des combattants et la lutte des classes ne fait pas de cadeau. Je peux malgré tout respecter un adversaire, ne me demandez pas le même respect pour ceux là, issus de mon camp : ils ne le méritent pas !

Parmi ceux qui ont apporté un soutien sans faille, vous m'autoriserez à distinguer un personnage, le 8ème larron qui connaît presque aussi bien le dossier que moi, avec qui l'on a travaillé encore hier au soir jusqu'à 23 heures. Je veux bien sûr parler de Pierre Pluta.

Un contradicteur subtil, animé d'une volonté farouche à ce que la justice soit rendue, sûr de notre bon droit, déterminé, serein et Cela fait

... suite page 10

Des nouvelles de la lutte des québécois

Liberté hebdo annonce la victoire des québécois, l'usine remarche, mais où en est on exactement dans ce conflit. Voici un petit article réalisé suite à une discussion avec l'un des québécois.

L'accord : Un accord de reprises de l'entreprise et de plan social a donc été

trouvé. Cet accord de reprise engage le maintien de deux machines sur quatre (les deux autres resteront dans l'usine pour servir de pièces détachées), ainsi qu'un plan d'investissement. Au niveau des salariées 102 personnes restent avec la nouvelle entité (H2D).

... suite de la page 9

maintenant quelques années que nous militons pour que les victimes de l'amiante se retrouvent dans une seule et même organisation ? Qu'il faille les organiser au plus près du lieu d'exposition, au plus près du lieu d'exploitation : bien sûr ! D'ailleurs chacun défend des revendications spécifiques (faute inexcusable, reconnaissance du site, particularité dans le mode des calculs).

Mais se pose immanquablement la question de l'unité autour de thèmes centraux : faiblesse des indemnités FIVA, suivi médical par exemple. Est-ce un comité de base seul qui mettra fin au scandale qui empêche les victimes de l'amiante d'entrer dans le dispositif parce que l'on ne peut pas vivre avec 65 % du SMIC ?

Au moment où les acquis des victimes sont mis à mal comme le prouve le scandaleux rapport Legarec, où les indemnités allouées par les tribunaux sont au ras des pâquerettes, il est impératif, urgent de fédérer toutes les victimes, gage d'efficacité, dans une seule et même organisation. Ce serait le meilleur hommage, la plus belle des façons de remercier Pierre pour son exceptionnel dévouement à la cause des ex-Dockers.

Quant aux amis syndicalistes, politiques, associatifs, à ceux de BES, nous saurons très prochainement leur rendre l'hommage qu'ils méritent pour le rôle essentiel qu'ils ont joué dans ce terrible combat.

Pour terminer, je veux saluer mes camarades des « clients » comme on dit, des « cadors », de ceux qui permettent de ne pas désespérer dans le genre humain. Merci les gars et chapeau !

Enfin, un mot pour celles et ceux qui ont souffert à nos côtés, crevant de trouille pour notre santé, nos épouses et nos enfants. C'est incroyable la chance que l'on a de vous avoir. La dernière fois, je ne suis pas arrivé à le dire : l'on vous aime.

Louis Monteyne Assemblée générale des ex-dockers, suite à la grève de la faim

Merci de me permettre en quelques mots de souligner le caractère exemplaire de cette lutte et du soutien apporté à nos amis en grève de la

faim, qui sont avant tout des victimes à part entière.

- Victimes d'un poison qui nous ronge tous, sans distinction. - Victimes des empoisonneurs pour lesquels notre santé ne compte pas, seul l'appât du gain à une valeur. - Victimes des pouvoirs publics aveugles ou avec des œillères, incapables d'éditer une loi censée protéger la santé de la population et incapables de faire appliquer les textes existants. - Victimes de la justice qui prête une oreille attentive à ceux qui nous ont empoisonné et qui vocifèrent que nous coûtions trop cher à la société. - Victimes aussi de nos propres divisions qui font le jeu de nos adversaires qui savent tirer profit de nos divergences affichées.

La santé n'a pas de drapeau, nous sommes tous concernés.

Si elle n'était pas si dramatique, je qualifierai d'exemplaire la lutte de nos amis ex-dockers.

- Exemple par le soutien qui leur a été apporté. Elus, syndicats, associations et organisations de tous genres ou tout simplement à titre individuel, personne ne s'est posé de question. Ce qui a prévalu c'est que le combat est juste et qu'il faut le soutenir. - Exemple, c'est un hommage à nos amis ex-dockers, qui plutôt que d'attendre que la justice se prononce et donne satisfaction à quelques uns d'entre eux, ont préféré lutter pour que le plus grand nombre d'entre vous puissent bénéficier d'une indemnité. (Dans le meilleur des cas l'audience au TASS devrait avoir lieu le 15 février)

Cela s'appelle de l'équité, cela s'appelle de la solidarité. C'est le même combat que nous menons depuis plus de dix ans au sein de l'ANDEVA nationale et localement au sein de l'ARDEVA, pour la défense des victimes de l'amiante

- Pierre Pluta "

Source : Pierre Pluta
<http://lille.indymedia.org/spip.php?article7587>

Pour ceux qui partent :

- 45000 € d'extra légale (c'est à dire en plus de ce qui est prévu par la loi sur les licenciements).

- ATD de 400 euros (compensation de salaire si on trouve un travail ailleurs moins bien payé)

- budget formation de 3500 € par personne licencié (somme mutualisée à toutes les personnes licenciées).

- FNE (départ anticipé en retraite à partir de 55 ans ça concernerait 19 personnes)

- aide à la création d'entreprise de 15000 euros

- pour les salariés qui n'ont pas attendu l'accord pour partir travailler ailleurs ils sont intégrés au plan social.

Pour ceux qui restent :

- les contrats continuent avec maintien de l'ancienneté des salaires etc...)

- 5000 euros de prime de préjudice, et si l'entreprise s'arrête d'ici deux ans, ils toucheront 40 000 euros de plus pour arrivé au 45000 euros que les autres ont eu en extra légal .

« Est ce que c'est satisfaisant ? Je ne sais pas on aurait toujours pu aller chercher plus c'est sûre, mais on a déjà réussi à obtenir ça, c'est du jamais vu. [...] ceux qui restent sont tout de même mitigés, car il n'y a pas une confiance absolue dans le repreneur, mais avec les garanties [voir plus faut] qu'on a obtenu ils décident d'y aller et de tenter leur chance. » Dans cet accord il est aussi question du blog de



lutte des québécois (<http://lesquebecors.over-blog.com/>), la direction voudrait qu'il soit fermé. Voir ici : Over the blog : Québecor, la tentation de faire disparaître les traces ? (http://www.passerellesud.org/article.php3?id_article=1057)

action en janvier Le mois de janvier a également été rythmé par des actions : « Il y a une action à Villeneuve d'Ascq au rond point d'Auchan V2. Pendant qu'il y avait une réunion à la direction départementale du travail, on s'est dit plutôt que de rester là à bloquer l'usine et que ça ne serve pas à grand chose, allons rencontrer la population à V2 ou ailleurs... Pas forcément pour bloquer, mais pour discuter avec eux. Mais comme ils s'arrêtent pour discuter, ça bloque !. Mais c'était pas la volonté première [sourire] ». voir la vidéo ici : vidéo des québécois à V2 (<http://lille.indymedia.org/spip.php?article7341>)

« Il y a eu une descente sur Paris au siège social. (Voir les vidéos ici déplacement parisien pour les québécois [photos] : <http://lille.indymedia.org/spip.php?article7320>). C'était pour aller au siège social, mais aussi pour aller voir la société JDC à Torcy qui a été cédée à un cadre de l'entreprise et qui a mal tourné en fin de compte. il y avait des garanties de contrat qui n'ont pas été respectées par Québecor, et ils sont en liquidation. C'est plus ou moins comme nous, excepté pour les actifs (bâtiment, terrain etc...). Il n'était pas donné au repreneur, alors que nous cela fait parti de la reprise ce qui n'est pas la même chose. Mais ce déplacement cela fait parti de la reprise ce qui n'est pas la même chose. Mais ce déplacement c'était aussi une façon de dire qu'on était capable d'aller n'importe où pour porter la bonne parole, même à Paris. Et aussi faire le lien avec les gens de JDC qui pour nous sont dans cette situation uniquement à cause du comportement de Québecor. Nous ce que l'on voulait faire c'était le maximum de rapprochement avec d'autres sociétés, pour que eux aussi se sentent plus forts et fassent avancer les choses et ça a marché sur ce plan là. » Lors de cette virée parisienne, il y a eu deux interpellations de salariés de Torcy, « à ce qu'il paraît il y a eu des dégradations matérielles, et donc des plaintes contre des élus [du personnels], mais c'est tombé à l'eau, ça devait pas

être si solide que ça ! [...] et quand bien même !! Les salariés étaient en droit de se défendre s'il fallait en passer par là !. Eux leur technique c'est peut être beaucoup moins brutale au niveau visuel, Mais ça tue des gens quand même. Il faut rappeler qu'il y a eu un suicide, et puis si on suit le blog il y en a eu un autre au Canada, ce n'est pas la même brutalité, mais il y a quand même des gens qui meurent. » Sinon il y a eu aussi une journée d'action le 15/1, la vidéo est visible ici : action des québécois le 15/1 [<http://lille.indymedia.org/spip.php?article7341>]

les syndicats « Au niveau des syndicats tout au début on a pas vu grand monde, les salariés se sont sentis seuls avec leur élus, d'ailleurs il y a eu une période où ça a été chaud avec les syndicats au niveau fédéral on ne les avait jamais vu. ils sont venus à la fin du conflit comme pour siffler la fin de la récréation ... moi personnellement je pense qu'il sont venus pour calmer le jeu et finaliser l'accord, les salariés n'étaient peut être pas d'accord pour que cela ce termine comme ça.. »

Bilan de la lutte : Selon D « Moi je dis que c'est une victoire, bien sûr il y a des licenciements, Ce n'est pas une victoire complète. Mais on a réussi à faire reculer le groupe québécois, et on est arrivé à imposer plus ou moins la volonté des salariés. On a réussi quand même à imposer les grandes lignes de ce que les salariés voulaient. Maintenant c'est pas parfait c'est sûr, il y avait sûrement possibilité d'avoir mieux. Mais c'est toujours l'assemblée générale, donc les salariés qui décidaient. » [...] « C'est qu'en même une victoire, le fait que les salariés, ont pris le pouvoir, ont pris leur destin en même, et qu'ils ont dit « OK ça ferme ! Mais Québecor va payer », les salariés ont pris leur destin en main et ont su imposer leur choix, peut être pas à la hauteur de ce qu'y étaient demandés, mais au moins ils ont réussi à imposer leur choix. » [...] « On aurait pu se dire au début on accepte c'est comme ça, il n'y a rien à faire, mais ce n'est pas ce qu'on a décidé de faire. Ce que l'on a vécu, tout ce travail qui a permis d'engraisser nos patrons, nos actionnaires et ben ça à un prix, et d'une façon ou d'une autre on veut notre part, [...] Ce fut un vrai apprentissage pour les salariés, ils ont vu



comment ça se passe comment ils peuvent décider ensemble de leur avenir, de décider ensemble des actions à mener, de voir le rôle véritable des syndicats. On espère que dans leur prochaine boîte ils mettront cette expérience au profit de la collectivité, et peut être imposer les choix du plus grand nombre et se laisseront moins faire, c'est un début. »

Actuellement ne retourne dans l'usine que ceux qui restent dans la boîte, et l'ambiance est particulière : « Là les gens vont recevoir la lettre qui leur signifie que leur poste est supprimé. On va dire qu'ils sont préparés, car ça fait plus de trois mois que ça dure, mais maintenant ça se concrétise, et là il y a des gens qui vont pas très bien. Quand tu passes autant de temps dans une boîte, toute la vie est organisée, ils ont une famille, la vie est planifiée... et là ça s'arrête. »

Mais est ce vraiment terminé ? « Là non c'est pas fini, car ce n'est pas signé. [...] On attend de voir les textes définitifs, il faut bien que tout ce qui a été acquis par la lutte soit formalisé. C'est pas parce que se serait soit disant terminer qu'on va signer n'importe quoi, et que l'on va donner carte blanche au repreneur, pour qu'il fasse ce qu'il veut, on est encore là pour l'instant ce n'est pas fait. On demande à ce qu'il y ai un cabinet de suivi avec des élus pour suivre le plan social. »

La lutte continue

Source : Anonyme
<http://lille.indymedia.org/spip.php?article7766>

Chronologie de la lutte :
<http://lille.indymedia.org/spip.php?article6793>